

# V. - TEXTE POLITIQUE DE LA DIRECTION PARISIENNE POUR LES CONGRES PARISIENS

## A. - RADICALISATION INTERNATIONALE ET ORGANISATION DE L'AVANT-GARDE

Pour caractériser la période dans laquelle nous nous trouvons, les camarades ont trop souvent tendance à mélanger données économiques, niveau de conscience des masses, maturité de l'avant-garde, à confondre période et conjoncture, à privilégier l'élément qui, selon les circonstances, confirme le mieux leur état d'âme. Après Mai 68, en particulier, la révélation des possibilités révolutionnaires en France a fait que certains ont gardé le nez collé à la réalité nationale et s'obstinent à ne percevoir la période qu'à travers le prisme français. En fait, l'évolution des rapports de force en France, le repli et la marge dont dispose la bourgeoisie sont très directement conditionnés par l'évolution du contexte international. Et c'est ce contexte qu'il convient, en premier lieu, de garder à l'esprit.

### 1. L'EVOLUTION ECONOMIQUE

Les tendances de l'économie mondiale ont été présentées dans l'éditorial de la revue « Quatrième Internationale ». Si l'Europe, et surtout la R.F.A., bénéficie aujourd'hui encore d'un boom partiel, des signes de déclin annoncent un fort affaiblissement en 1970. Des formes et rythmes de la récession allemande dépend la possibilité d'une récession généralisée à l'échelle internationale. Déjà, les difficultés peuvent avoir des conséquences sur les pays semi-coloniaux. Seul le Japon semble pouvoir être épargné grâce à ses ressources internes et au débouché que constitue pour lui la guerre au Vietnam. Il subirait néanmoins sensiblement le contrecoup d'une récession aux U.S.A. qui absorbent 30 % de ses exportations.

Or, depuis septembre, les premiers signes de récession sont apparus aux U.S.A. : chute de la production industrielle, augmentation rapide des stocks, déclin des revenus réels, baisse des commandes de biens d'équipement. La suppression par le gouvernement de mesures d'aide a pour conséquence la chute des investissements productifs. L'automobile est durement touchée et la production réduite dans d'autres secteurs-clés. Le chômage augmente de façon importante. Les jeunes et les ménagères renoncent même à chercher un emploi. L'ensemble de ces données confirme la probabilité d'une récession. Devant cette situation, les capitalistes américains sont divisés sur les meilleurs moyens de combattre l'inflation. Les mesures anti-inflationnistes apparaissent comme le ressort immédiat de la récession ; mais, au-delà, ce sont, bien sûr, les contradictions fondamentales du capitalisme qui sont en question. Toute l'administration nixonienne pratiquement pousse aux mesures anti-inflationnistes ; mais une partie de la bourgeoisie, par égoïsme politique, essaie de limiter ces mesures impopulaires en prévision des élections de 1970. De même, la majorité capitaliste semble accepter la récession comme une arme efficace contre les travailleurs (permettant leur division par le chômage et la pression sur les salaires) mais une autre partie craint la radicalisation politique qui risque d'en résulter dans certains secteurs du prolétariat blanc. Le dilemme est réel.

Les experts européens sont très préoccupés de cette situation aux U.S.A. Une forte somme de capitaux flottants européens gravitent autour de l'économie U.S. (un tiers des investissements internationaux du capitalisme européen). Les spéculateurs en Bourse contribuent autant à l'instabilité que les militants révolutionnaires. La classe dirigeante américaine a reçu un coup très dur du fait de la résistance vietnamienne, tant sur le plan économique que politique, par le biais de la radicalisation noire et étudiante contre la guerre. Elle ne peut donc, aujourd'hui, courir à la légère le risque d'une radicalisation accrue qui entraînerait l'ouverture d'un second front, d'un « front domestique ». En 70, le nombre de chômeurs peut atteindre 7 millions. Des mesures anti-récessionnistes pourraient limiter cette évolution mais elles relanceraient l'inflation. Or, le problème est aujourd'hui le suivant : la bourgeoisie américaine peut-elle encore avoir recours à de telles mesures sans accroître une réaction violente du capitalisme européen ? Et encore : devant la menace de cette réaction, l'égoïsme sacré peut-il encore prévaloir ?

Dans cette chaîne de contradictions, la guerre du Vietnam apparaît plus que jamais comme le dilemme-clé. Ou bien persévérer dans la guerre et nourrir les contradictions internes qui en découlent ; ou bien renoncer à l'intervention, et une partie de la bourgeoisie est tentée de le faire... au risque de payer le prix de cette défaite politique qui symboliserait l'échec de la contre-offensive impérialiste à l'échelle internationale !

Ici, trois remarques s'imposent :

— Si la récession économique qui s'annonce n'aura pas l'ampleur d'une crise généralisée, elle consacre néanmoins la fin du boom économique consécutif à la Seconde Guerre mondiale.

— Si elle ne prend pas des formes explosives, elle aiguise les contradictions intercapitalistes et risque d'accélérer la crise du système monétaire international avec, pour conséquence, la désagrégation du camp impérialiste, sa division, le repli égoïste des bourgeoisies nationales sur leurs intérêts particuliers, au moment même où se dessine une montée internationale des masses.

— Ces nuages économiques ne peuvent être balayés par des mécanismes techniques ; ils butent véritablement sur des problèmes politiques — celui du Vietnam est le plus manifeste — devant lesquels la bourgeoisie hésite et se divise de sorte que l'intervention des organisations révolutionnaires peut jouer un rôle décisif.

### 2. LE VIETNAM

Le F.N.L. contrôle les deux tiers du territoire. La création du Gouvernement Révolutionnaire Provisoire n'éclaire que mieux le désarroi et la non-représentativité des forces réactionnaires et des institutions fantoches.

Pour les Américains, le coût politique de la continuation de la guerre est très lourd. Cette guerre impopulaire divise complètement la classe capitaliste et crée un mouvement de masse radicalisé d'une ampleur dont le moratoire et les manifestations du 15 témoignent. Un tel mouvement ne s'est jamais vu depuis le début des années 30. Pourtant, le prix à payer pour arrêter la guerre ne serait pas moindre : le risque de voir s'intensifier la guerre révolutionnaire en Thaïlande, au Laos, en Birmanie, de voir s'étendre l'activité de nouvelles guérillas indonésiennes, et s'approfondir la radicalisation aux Philippines.